



Organe Central du Parti Communiste Internationaliste
BOLCHEVIK-LÉNINISTE POUR LA CONSTRUCTION DE LA
IV^e Internationale

Paraît
chaque
Vendredi
10 pages

Après le voyage royal

L'optimisme est à l'extérieur !...



Si nous en croyons l'officieux *Paris-Midi*, c'est dans une atmosphère purifiée de toute inquiétude que se réuniront ce soir le Conseil de Cabinet et, demain à l'Elysée, le Conseil des Ministres.

Que le président Lebrun va prendre de paisibles vacances à Vizille, et les prolos leurs quinze jours de vacances payées, une des rares conquêtes de la poussée prolétarienne de juin 1936 qui subsiste encore, bien que l'« assouplissement » des 40 heures et le statut du travail en aient singulièrement réduit la portée.

Le général Nollet ne vient-il pas de déclarer que : « *L'émission des Bons de la Défense suit une heureuse cadence* », en même temps que M. Guy La Chambre, Ministre de l'Air, affirmait que : « *L'an prochain, l'Armée de l'Air sera au même degré de développement que les autres compartiments de notre défense nationale* ».

Il ne manque donc pas un bouton de guêtre et Sarraut, Ministre de l'Intérieur, peut contempler avec satisfaction la presse stalinienne et social-démocrate, les comptes rendus du R.U.P. et des congrès officiels de la Jeunesse française : *L'Union Sacrée est à la pression voulue*.

Ce qu'exprime *Paris-Midi* en ces termes : *La politiquaillerie, l'extrémisme, la démagogie, toutes les entreprises de démolition nationale sont usées et déconsidérées*.

**

Mais le prolétariat, et avec lui les paysans pauvres, pourrait donner sous peu un démenti cinglant à cet optimisme officiel, trop bruyamment affirmé pour être sincère.

Voici que les agrariens réclament — et la politique absurde et criminelle de revalorisation les autorise à le faire — le blé à 200 francs le quintal, ce qui implique pour cet automne une nouvelle montée du coût de la vie.

Certaines culottes de peau commencent la campagne pour que soit complété le code de la guerre par l'organisation de la population dès le temps de paix par l'abrogation rapide des 40 heures. Ainsi la politique sociale du grand capital et du patronat profasciste rejoint celle des chefs staliniens et des sociaux-démocrates. Aidons les travailleurs à faire leur expérience et à en tirer les conclusions. Comme la saison d'été, l'optimisme officiel sera de courte durée.

La guerre civile en Espagne

Tueurs de prisonniers !

LA contre-révolution recule devant la protestation du prolétariat mondial. Le « procès » contre le P.O.U.M. a été renvoyé. Cependant la classe ouvrière doit être vigilante.

La libération d'Andrade et de tous les emprisonnés antifascistes s'impose !

Nous reproduisons des extraits de cet appel des deux cents prisonniers antifascistes de la prison Modelo de Barcelone, publié par les journaux antifascistes (clandestins) en Espagne.

C'est un document accusateur des crimes du gouvernement Negrin - Staline-Azana - C.N.T. et sur lequel tout commentaire est superflu...

TUEURS DE PRISONNIERS

Carcel Modelo de Barcelone.

Au nom de deux cents prisonniers antifascistes actuellement incarcérés à la Carcel Modelo de Barcelone, nous adressons cette protestation.

Nous sommes, en effet, douloureusement impressionnés par les nouvelles qui nous parviennent de camarades internés dans les « camps de travail ».

Dernièrement, des centaines de prisonniers antifascistes ont été arrachés des prisons catalanes et envoyés dans les camps de travail pour participer aux œuvres de fortification. Cette mesure était complètement arbitraire ; de plus, on ne fit aucune distinction entre les prisonniers : molades ou bien portants, jeunes gens de 15 ans ou vieillards à cheveux blancs.

Après un an d'arbitraire judiciaire et policier, le Service d'Investigation Militaire et la Tcheka imposaient leurs méthodes au milieu de la lâcheté générale.

Afin d'humilier nos camarades dans leurs sentiments révolutionnaires, on les soumit à une promiscuité indigne, mêlant sciemment fascistes et antifascistes, prisonniers politiques et de droit commun !

On les obligea à travailler onze heures par jour, par groupes de quinze prisonniers, avec défense absolue de parler durant le travail.

Ils sont traités d'une façon inhumaine ; à la moindre peccadille, pour la cause la plus insignifiante, ils sont frappés à coups de bâton !

Le chef tout puissant du camp de travail de Ornell de Vagaya, sur le front de Lérida, dont nous avons à nous occuper aujourd'hui, est le commandant Astorga, membre du Parti Communiste Espagnol.

Il règne par la terreur et ses instincts sanguinaires trouvèrent leur complet assouvissement dans l'assassinat prémédité de douze détenus.

Voici les faits, dans toute leur cruauté et leur horreur :

Après l'évasion de deux prisonniers, le commandant Astorga fit mettre en ligne tous les détenus du camp, et fit sortir les

douze détenus qui vivaient dans le même baraquement que les deux évadés.

Malgré tous les arguments en leur faveur, ils furent lâchement assassinés auprès du cimetière !

Nous ne connaissons pas tous les noms de ces malheureux, mais nous en nommons deux, et cela nous suffit : ce sont deux gosses de quinze et seize ans ! L'un, adhérent aux Jeunesses Libéraires, condamné pour avoir distribué un tract de son organisation ; l'autre, membre de la Jeunesse du P.O.U.M., s'appelait Francisco Pina y Arce et avait été accusé d'avoir écrit sur les murs de la prison de Barcelone : « A bas les accapareurs » et « Liberté pour les prisonniers antifascistes ».

Pour comble de cynisme, le commandant Astorga dit au jeune Pina, avant l'exécution : « Je regrette d'autant plus que l'ordre de ta libération est arrivé depuis trois jours ». C'était vrai : les coïnculpés du malheureux gamin avaient été acquittés deux jours après son départ pour le camp de travail. Malgré cela, le jeune Pina fut lâchement tué.

Fraternellement solidaires des malheureuses victimes, nous lançons ce cri de réprobation.

(Suite page 2.)

Malgré les obstacles Nous tenons, nous tiendrons

Appliquant les décisions du Comité central de notre parti, l'administration de « La Commune » publie celle-ci, cette semaine encore, sur quatre pages.

Pas de gaité de cœur, assurément. Mais les trois saisies successives dont nous avons été honorés à l'occasion du voyage de Leurs Majestés britanniques ont une répercussion inévitable sur la vie du journal.

Or, nous devons et voulons paraître chaque semaine régulièrement. Sur 10 pages quand nous le pourrions, sur 8, 6 ou 4 quand ce sera nécessaire.

Tout subordonner à la parution de « La Commune » une fois par semaine est le principe : C'est la raison pour laquelle le budget des dépenses est sérieusement révisé au point de supprimer certains modes de diffusion trop onéreux par messageries, et tous autres frais ni superflus, ni inutiles certes, mais dont le sacrifice est compatible avec l'expression constante de l'information et de la pensée politique dans l'avant-garde révolutionnaire.

Les lecteurs qui, au cours de nos luttes, se sont groupés de plus en plus nombreux autour de notre journal comprendront la nécessité impérieuse de ces dispositions et l'opportunité de les appliquer pendant la période creuse des vacances, afin de fournir le plein effort dès la rentrée.

Nous leur demandons de nous y aider et de continuer à être, comme par le passé et mieux encore que par le passé, non seulement des lecteurs, mais des militants, travaillant pour la même cause révolutionnaire.

Détente?... peut-être Doigt sur la détente sûrement!

NOUS avons prévu ici la grande offensive diplomatique en cours. Il s'agit en somme d'une suprême tentative d'entente entre brigands : l'échec serait la guerre à court terme, la réussite ne pourrait amener qu'une trêve assez précaire.

Cette fois, tout est mis en jeu, il ne s'agit pas seulement de savoir comment on règlera « l'affaire » espagnole ou tchécoslovaque, mais comment on financera les pays totalitaires pour arriver à une stabilisation des armements et à un nouvel équilibre économique.

La Cité qui ne veut pas la guerre, au moins immédiatement, prend sur ce terrain de larges initiatives. Les banquiers de Londres savent que le problème des délais est lié à celui des possibilités financières des Etats fascistes; pour gagner du temps ils sont prêts à casquer.

Il est à peu près certain que, dans la coulisse se sont déroulés sur ces questions d'importants entretiens avant qu'Hitler ne dépêche à Londres son homme de confiance.

Mais on ne parle pas seulement « facilités financières », on parle aussi révision des traités. Nul doute que la cession de colonies à l'Allemagne ne soit envisagée, nul doute même que la question d'avantages à l'Italie en Tunisie n'ait été abordée.

Toutes ces transactions se mènent sur le dos de l'impérialisme français et « l'Humanité », vigilant gardien des « intérêts de la France! », a raison de s'époumonner à crier aux capitalistes de ce pays et à leurs ministres : « Messieurs, prenez garde, Chamberlain vous trahit »!

Inutile de dire que les 200 familles ne sont pas dupes du jeu anglais, mais elles savent que le rapport de forces les oblige à coller à l'Angleterre et, bon gré mal gré, elles sont obligées de suivre Chamberlain, gardant l'espoir de se rattrapper sur le dos des prolétaires de ce pays que les grands partis s'efforcent de faire tenir tranquilles au nom « des dangers » de la situation extérieure et de « l'union nécessaire ».

Il n'en faudrait pas cependant déduire que Paris soit prêt à tout accepter; il y a des limites hors desquelles sa résistance pourrait être intransigeante.

Le jeu d'Hitler ne change guère : créer avant toute intervention les prémisses de désagrégation intérieure sérieuse et de désaccords chez ses adversaires. Le fameux traité de brigandage de Versailles lui donne beau jeu et facilite l'application à la Tchécoslovaquie de la méthode ayant fait ses preuves en Autriche. Pendant ce temps, l'allié Mussolini mène la vie dure à l'Angleterre en Palestine, pendant qu'un gros effort se fait en Espagne où les troupes italiennes mènent l'offensive contre Valence.

Les grands placards des journaux qui nous parlent de « détente » vont bien vite. C'est plutôt de doigt sur la détente qu'ils devraient nous entretenir.

A souligner la façon dont le Japon a reculé devant l'U.R.S.S. en Mongolie. Tokio s'est bel et bien dégonflé. Mais, là encore, le feu couve. Le clan militariste pousse à la guerre contre l'U.R.S.S.

Quant à Staline, sa politique est loin d'être claire et la situation interne de l'U.R.S.S. pourrait pousser la bureaucratie à l'aventure. Il semble que l'intervention en Chine doive en tous cas être intensifiée et, là aussi, un danger de conflagration mondiale subsiste; l'aveu « Berlin-Rome » pourrait-il tolérer un écrasement militaire japonais? Ce n'est pas sûr.

Encore une fois, toute détente qui ne reposera pas sur l'anéantissement de l'impérialisme par la Révolution ne sera que tromperie : la révolution mondiale peut seule être la paix.

La guerre civile en Espagne

(Suite de la page 1)

Nous sommes, nous aussi, exposés à une prochaine expédition; notre vie est constamment en danger, puisque nous avons l'impardonnable audace de dénoncer ces crimes. Mais qu'importe! Il y a des moments dans la vie où il est difficile de se taire.

Nous luttons depuis deux ans contre le fascisme et ne voulons pas nous soumettre à ceux qui, sous une autre étiquette, prétendent nous annihiler avec les mêmes procédés et les mêmes méthodes.

Le sang de nos malheureux camarades assassinés n'aura pas été versé dans un silence complice. Nous espérons que, dans un avenir très proche, le prolétariat saura les venger!

Pour que les assassins et leur parti soient à jamais marqués du sceau d'infamie et que leurs crimes restent dans l'histoire du prolétariat international, nous signons sans peur cette énergique et douloureuse protestation.

Suivent les signatures des deux cents prisonniers antifascistes des organisations suivantes : C.N.T., F.A.I., U.G.T., P.O.U.M., Gruppo Anarchico Italiano, Union des Rabassaires, Esquerra Republicana de Catalunya, Joventud de Izquierda Republicana, Groupe Français de la C.N.T., Parti Socialiste Français, Parti Communiste Allemand d'Opposition.

La confirmation de ces assassinats est donnée par le même M. Companys, président de la Généralité de Catalogne, dans une lettre envoyée à Negrin, dont nous publions quelques extraits :

A M. Negrin, président du Conseil des Ministres d'Espagne.

Il y a quelques semaines, Excellence, 19 nouveaux cadavres furent trouvés dans le territoire de la commune de Sitges, ligotés et portant des papiers montrant qu'il s'agissait des prisonniers de la « Villa de Madrid »; plus tard ont été trouvés à Igualada encore plus de cadavres qui correspondaient aussi à des personnes qui avaient été détenues; également d'autres cas isolés de disparition de prisonniers et autres personnes se sont produits. Et pas plus tard qu'hier, on me dénonçait que le Commissaire de Police de Cervera avait armé un groupe d'individus peu recommandables, dont les occupations consistent à procéder à des arrestations, perquisitions, provocations et fusillades des prétendus suspects. C'est devenu une coutume d'armer ainsi des individus et ceux-ci ont déjà été utilisés il y a quelques semaines, dans les alentours de la ville de Badalona et autres localités.

Les Tribunaux de Justice agissent et les Tribunaux de garde permanents fonctionnent en Catalogne et dépendent directement du Gouvernement central (en violation du statut et des règles qui spécifient que les Juges exerçant dans notre territoire doivent être nommés par la Généralité) accomplissent leur mission en utilisant les procédures rapides établies par le décret du Gouvernement de la République. Et, cette semaine, le nombre de peines de mort qui ont été créées approche de la centaine.

(Extrait d'« Independent Nees ».)

Negrin et la paix

Ce n'est pas la première fois que les rumeurs de paix entre le front populaire et le fascisme franquiste circulent internationalement.

Cependant jamais avec autant d'insistance... après que la classe ouvrière a été écrasée, les dangers de la révolution prolétarienne éloignés, et après une suite de défaites militaires de l'Armée populaire, accompagnées de haute-trahison de son Etat-major, favorisées par la politique de la contre-révolution Negrin-Staline-Azana, qui ont ouvert la voie au fascisme, — ce qui constitue la réalité conclusive de la politique du front populaire.

Le « démenti » de l'Ambassade espagnole de Paris, de ce que « Negrin aurait chargé des agents républicains espagnols de négocier un armistice avec les rebelles », ne fait que prouver la duplicité du gouvernement philo-fasciste de Barcelone et ses contradictions intérieures.

Il ne faut pas exclure, que le gouvernement Negrin craint la colère des masses prolétariennes, malgré la terreur du Guépéou et qu'avant de parler ouvertement de paix avec le fascisme, il a besoin de préparer l'opinion.

Malgré la situation tragique, de famine et de terreur créée par la politique contre-révolutionnaire du front populaire, les masses populaires antifascistes ne veulent pas entendre parler de paix avec le fascisme : ceci explique la résistance féroce opposée par les miliciens sur les divers fronts et particulièrement dans le Levant ces derniers jours.

Le « procès » contre le P.O.U.M. n'a pas d'autre objectif que celui d'assassiner des militants qui pourraient dénoncer la politique contre-révolutionnaire du stalinisme en Espagne, pour démoraliser les masses qui résistent au fascisme, ce qui fait partie de la préparation de l'opinion de la politique de paix avec le fascisme.

Nous publions quelques extraits de discours de MM. Azana-Negrin, ainsi que des journaux antifascistes accrédités à Barce-

lone et d'un comité dirigé par le gouvernement Negrin, afin de dénoncer la duplicité de la politique de trahison et de capitulation qui se masque derrière les phrases de paix...

« Son Excellence Azana a déclaré : « la République n'a pas modifié sa politique internationale du temps de la monarchie, et n'a aucune raison de le faire ». « Si l'on retire les étrangers du sol national, la paix entre Espagnols est faite ». (« El Socialista » du 19 juillet 1938).

A Londres, le « Times » publie la déclaration de Negrin, où il est dit, entre autres : « Si l'on pouvait obtenir cela (le retrait des étrangers) le conflit entre Espagnols serait rapidement résolu ».

Le « Daily Herald » a reçu de son correspondant de Barcelone un message selon lequel le gouvernement espagnol serait prêt à envisager un règlement purement espagnol. Le rédacteur du journal travailliste ajoute : « Si le général Franco est assez patriote pour être du même avis et s'il n'a pas peur de ses alliés, il y aura peut-être là une possibilité d'en finir avec cette guerre par une paix négociée ».

Et sous le titre « Pour un armistice », le « Comité espagnol, pour la paix civile » lance un nouvel appel, dans lequel on peut lire : « Nous adressons notre appel aux hommes de bonne volonté de tous les partis. Qu'ils comprennent la gravité du moment! Qu'ils réclament la paix en Espagne et un armistice immédiat! »

Suivent les signatures de MM. Wickam Steed et B. Barclay Carter, président et secrétaire du Comité anglais; de MM. Jacques Maritain et Claude Bourdet, président et secrétaire du Comité français et de MM. Alfredo Mendizabal et Jean B. Roca, président et secrétaire du Comité espagnol.

Après tout ceci, il est aisé de voir où veut conduire la politique du front populaire.

Travail composé et tiré par des ouvriers syndiqués.
IMPRIMERIE SPECIALE DE « LA COMMUNE ».

Le Gérant : A. RASTIDE.

Les problèmes de construction de la IV^e Internationale

Une rupture dans le parti Socialiste-révolutionnaire de Belgique

FORGER l'outil de la révolution prolétarienne mondiale, la IV^e Internationale et ses sections, n'est pas une tâche aisée sous les coups du capitalisme, de ses agents réformistes et de la bande staliniste. A plusieurs reprises, les efforts, les tentatives héroïques du prolétariat n'ont pas été poursuivis jusqu'au bout, le virus réformiste et le virus staliniste brisant le colosse prolétarien aux heures les plus décisives. Le prolétariat porte de lourdes défaites et l'avant-garde qui cherche à se regrouper dans son sein ne peut pas ne pas subir elle aussi les maladies qui affectent toute la classe ouvrière.

Pendant — et c'est là-dessus que nous avons insisté presque chaque semaine depuis bientôt trois ans que nous ne sommes plus organiquement liés à l'organisation « officielle » du camarade Trotsky, — il faut absolument, pour ne pas succomber, s'opposer à ce qui permet le développement de la maladie et de la pourriture, c'est-à-dire un régime malsain, une démocratie frelatée, le bluff érigé en système, le commandement substitué à l'explication.

A tout propos et hors de propos, les B.-L. officiels crient victoire. Or, si nos idées, si le programme de la IV^e Internationale s'emparent de couches plus nombreuses de travailleurs, les organisations qui prétendent porter ce programme connaissent un effritement qu'il serait non seulement puéril mais criminel de nier. La devise que Trotsky revendique pour les bolcheviks-léninistes : **DIRE CE QUI EST**, nous impose précisément de ne pas chanter « tout va très bien, madame la marquise », quand ça va plutôt bien mal.

Dans le dernier numéro de la « Lutte Ouvrière » de Belgique, un article déclare qu'après le 2^e Congrès du P.S.R., celui-ci continue pour le mieux, malgré la démission du camarade Vereecken, secrétaire national de l'organisation, démission remise il y a plus d'un mois. Voici comment on présente l'histoire :



« Fort heureusement, il n'y eut aucune crise. Il ne pouvait d'ailleurs y en avoir. La démission du camarade Vereecken était uniquement l'aboutissement du fait que ses fausses conceptions n'avaient pu trouver un écho suffisant dans nos rangs.

Au fond, il n'y eut même pas de bataille politique pour le triomphe de l'une ou l'autre tendance. Vereecken, qui défendait la conception que notre organisation internationale doit attendre, pour se proclamer la nouvelle Internationale révolutionnaire, le bon vouloir de gens sans principes qui tentent de se couvrir de notre drapeau, ne pouvait qu'être totalement désapprouvé par l'ensemble de notre parti qui entend, lui, défendre le drapeau, les principes et l'organisation de la IV^e Internationale (notre Internationale) non seulement contre la bourgeoisie et les Internationales faillies, mais même contre ceux qui, au sein ou en dehors de notre mouvement, luttent en fait contre le drapeau de la Quatrième. »

C'est tout comme explication. Comme le terrain a été « préparé » dans les autres sections du Centre pour la IV^e Internationale, on pense que cela suffira pour ceux qui suivent. Tout de même, on pourrait avoir autre chose qu'une phraséologie qui ressemble bougrement à celle employée dans les premières années de dégringolade de l'I.C. contre les opposants.

Nous sommes fidèles à la devise des B.-L. : **DIRE CE QUI EST**, aussi bien qu'à leur programme. Et c'est pourquoi nous donnerons quelques informations et quelques appréciations sur ce qui vient de se passer en Belgique.

Vereecken n'est pas parti tout seul. Avant lui, après lui, après le congrès, d'autres camarades ont donné leur démission du P.S.R. Il reste chez celui-ci les deux bastions ouvriers de Charleroi et du Borinage ; mais avec Vereecken il y a Bruxelles, Gand, Ostende, une partie de Liège. Soit d'un côté les 3/4 de l'organisation, de l'autre le 1/4. On a beau être habitué à des effectifs petits et être politiquement rigoureux, une telle division, la perte d'un quart de l'effectif... composé de prolétaires... ne devrait pas être envisagée avec autant d'assurance, qui frise dans ce cas l'insouciance ou l'indifférence.

Il y avait eu depuis des années des divergences politiques. Plus d'une fois nous n'avons pas été d'accord avec les positions de G. Vereecken. Mais pas plus qu'avec nous, il n'y avait motif à rupture. Nous aurons l'occasion de revenir sur certaines questions discutées en vue du Congrès du P.S.R., par exemple à savoir la

question du « pour » la IV^e Internationale ou « de » la IV^e Internationale. Nous croyons que Vereecken s'était engagé dans l'impasse d'un débat abstrait, sans aboutissant politique. Mais, ce qui a été grave, ce n'est pas la position à notre avis erronée de Vereecken (qui ne s'est jamais trompé ? surtout parmi ceux qui l'ont condamné), mais c'est que depuis des mois et des années, Trotsky et le Secrétariat International ont mené à l'égard de Vereecken une lutte destinée à obtenir de lui le silence dans les rangs ou l'élimination. En août 1936, la Conférence Internationale fut travaillée pour que Vereecken ne soit pas nommé au S.I. Depuis lors, ce fut d'abord la guérilla, puis la guerre au couteau. Pas un texte, pas un document qui ne mentionnât Vereecken. Et de quelle manière : il est toujours à quelques mètres à droite ou à gauche de la ligne (on, ce fut écrit par Trotsky), il faut faire une dernière tentative pour le sauver contre lui-même... ; ensuite, les injures des minus habens ; enfin les ultimatums : qui n'est pas d'accord n'a qu'à se reposer. Nous avons connu cela en 1935 et en 1936 ; il n'en faut pas beaucoup pour que des camarades soient dégoûtés.

Pendant des semaines, certains brandissaient un rasoir. Vereecken a préféré démissionner plutôt que d'être exclu. En fin de comptes, si Vereecken et le quart du P.S.R. ne voulaient pas servir de paillasse aux Camille d'hier ou de demain, le résultat devait être : l'organisation divisée en deux morceaux. Toute la responsabilité de la scission est à attribuer au camarade Trotsky et au Secrétariat International.

Les « officiels » vont continuer leur route, privés de militants bien utiles tant au point de vue activité en général qu'au point de vue politique, malgré leurs

« écarts » de la ligne et parfois à cause de ces « écarts ». Nous ne nous faisons malheureusement pas d'illusion sur la possibilité de nous expliquer à présent avec eux.

C'est aux camarades détachés du P.S.R. que nous voulons, fraternellement, faire connaître quelques-unes des conclusions auxquelles nous étions arrivés voici deux ans et depuis, dans une expérience pénible.

Le système centrifugeur de Trotsky présente un gros danger pour les camarades avec qui le vieux décide de couper. Par de multiples moyens, il cherche à les priver de critères internationaux de détermination ; ils sont envoyés vers des positions erronées et quand ils ont ainsi trébuché sur des positions erronées, il lui est aisé de crier victoire.

Il n'y a pas une autre plate-forme solide que celle des bolcheviks-léninistes. On voudrait (voyez l'article de la « Lutte Ouvrière » belge) que vous fassiez de la « théorie », c'est-à-dire que vous vous lanciez dans une révision du programme de la IV^e Internationale.

Vous avez rompu avec le P.S.R. et le S.I. parce qu'ils employaient des moyens impropres à créer la IV^e Internationale et des partis révolutionnaires ; la scission est un grand mal, elle ne pourra être considérée comme positive que si les ouvriers révolutionnaires attirés par le programme de la IV^e Internationale trouvent une organisation qui travaille à rétablir l'unité des B.-L. sur une base saine, stable, en développant sérieusement, dans la mesure de ses forces, une politique communiste internationaliste. L'expérience française de la rivalité P.O.I.-P.C.I., votre ancienne expérience de Spartacus, ne sont évidemment pas faites pour donner des perspectives roses. Mais, quand on se trouve devant un mouvement ouvrier si profondément atteint que dans les rangs encore si maigres de son avant-garde sévissent les méthodes bureaucratiques, qui peut espérer qu'il existe des moyens simples de sortir d'une telle situation ?

La disparition de R. Klément

POUR les partisans de la IV^e Internationale, la disparition de Rudolf Klément mérite d'être l'objet de sérieuses réflexions. Ils savent que le Guépéou accumule contre eux ses provocations ; inévitablement nous laisserons des victimes dans la lutte contre cette bande de gangsters usurpateurs du drapeau de la Révolution d'Octobre, mais il faut un système de lutte qui entrave les provocations et non des déclamations qui laissent la voie libre à de nouvelles provocations.

Le P.O.I. a déposé une plainte au Procureur de la République, soit. Il envisage aussi — c'est plus important, de toucher la classe ouvrière directement. Alors, entre autres, il s'adresse à la C.G.T., à la direction de laquelle se trouve le stalinien Frachon, ou au P.S., à la direction duquel se trouve le prostalinien Zyromski. Et, pour rester fidèle à lui-même, le P.O.I. ignore notre organisation où se trouvent des camarades ayant connu Rudolf Klément dès ses premiers pas dans nos rangs. Il est vrai que cela ne permettrait pas de s'en tenir à la version simpliste donnée par « La Lutte Ouvrière », version que les rédacteurs ont d'ailleurs accompagnée d'une réserve significative.

Autour de la personne de Rudolf Klément et de sa disparition, il y a des faits très troublants quant au rôle que celui-ci a joué dans les rangs des bolcheviks-léninistes. Par les faits que nous allons exposer, on verra pourquoi nous estimons que la version donnée par le P.O.I. nous paraît la moins vraisemblable de toutes.

R. Klément (alias Frédéric, Camille, Adolphe, W. Steen) a été vu pour la dernière fois à Paris le 13 juillet. Dès le 16, parviennent à Paris et à Bruxelles (à notre connaissance), la copie d'une lettre en allemand signée « Adolphe », adressée à « M. L. Trotsky ». Cette lettre, tapée à la machine, porte à la main la date du 14 et une indication qu'elle est la copie d'une lettre adressée à Trotsky. L'enveloppe porte le cachet de Perpignan du 15 juillet.

Nous avons pu lire cette lettre ; incontestablement elle a été rédigée par des agents du Guépéou : la fausse orthographe de Beals n'en est pas la meilleure preuve. La thèse du « bloc avec les fascistes », des amalgames conformes aux procès de Moscou, la suspicion habilement jetée sur certains, autant de preuves. Si ceux qui ont cette lettre en mains la publiaient, on verrait tout de suite qu'on retrouve la trame des anciens ou futurs procès menés par Staline et Jejev.

R. Klément aurait-il signé cette lettre sous la terreur ? En moins de 24 heures ? Un militant comme Wolff a été enlevé par le Guépéou l'an dernier ; ni au bout de 24 heures, ni au bout de plusieurs mois, on n'a vu parvenir le moindre document « avec ». A Moscou, il fallut des mois et des mois pour préparer les accusés des « procès de Moscou ». Nous ne pouvons croire qu'en 24 heures le Guépéou soit parvenu à un résultat qui permet de penser qu'il vise encore plus.

Enfin, un autre fait extraordinaire : environ huit jours avant sa disparition, Rudolf Klément avait perdu sa serviette (ou bien on la lui aurait dérobée) avec tous les documents relatifs à la préparation d'une conférence internationale. Que penser après cela !

Mentionnons aussi, d'une part le rôle particulièrement insupportable joué par Klément dans les divergences entre partisans de la IV^e Internationale, par exemple ses « rapports » souvent mensongers à Trotsky dans la période qui précéda la rupture en 1935. Enfin, il n'y a pas six mois, en Belgique, quand il s'avança jusqu'à parler de « défense politique et militaire » du camp allié à l'U.R.S.S. en cas de guerre, position sur laquelle il battit en retraite, en invoquant qu'on l'avait mal compris.

Enfin, lorsqu'il fut arrêté, voici quatre ans, en moto, se rendant chez Trotsky à Barbizon, au lieu de se taire, la police française lui fit dire où il allait, ce qu'il faisait.

Ces faits ne suffisent pas à conclure sur Klément. Mais il était au Secrétariat International. Hélas, c'est là que réside la tragédie. Rien ne désignait R. Klément pour ce poste responsable, rien si ce n'est le faux système de sélection employé par Trotsky.

Comment Rudolf Klément est-il parvenu au Secrétariat International ? L'auteur de ces lignes a vu R. Klément arriver à Prinkipo en 1933. On avait alors besoin d'un camarade allemand sachant taper à la machine et susceptible de faire des traductions. Dans l'organisation b.-l. allemande, les camarades de Hambourg signalèrent qu'ils avaient un jeune de 17 ou 18 ans qui faisait pour eux ce travail, et qui était incapable de faire autre chose, ne sachant pas militer avec des ouvriers. C'est ainsi que R. Klément débarqua en Turquie, sans aucune expérience et sans aucune connaissance politique ; il faisait consciencieusement son travail. Puis il vint en France et fit le même travail pour le Secrétariat International. Il s'instruisit certainement pendant tout ce temps, mais à aucun moment, il n'eut une tâche effective dans une organisation de base ; par la force des choses, il échappait toujours à l'activité militante sous le contrôle d'une organisation ouvrière, si faible soit-elle.

Mais, dès ce moment, il écrit des « rapports » personnels à Trotsky ; c'est lui qui commence à « contrôler » la ligne des militants de l'organisation. Lors de la crise des B.-L. en France, en 1935, il n'intervient pas encore ouvertement. Peu après, il ne fait plus seulement des travaux administratifs ; il entre au S. I. et, dans la dernière année, lui qui n'a jamais eu de responsabilité élémentaire, intervient dans les sections comme un des militants les plus responsables internationalement. Le système des jeunes professeurs rouges venant « bolcheviser » les partis communistes ! Il échappe à tout contrôle. Et en même temps, Trotsky le gonfle très artificiellement. N'écrit-il pas, à propos d'un article de lui :

« L'excellent article du camarade W. St. montre de nouveau que de nouveaux cadres marxistes ont grandi chez nous. Cet article m'a personnellement affranchi de la nécessité de polémiquer contre les récents écrits du camarade Vereecken, où il n'y a rien d'autre que scolastique et casuistique. »

C'est ainsi qu'un militant comme Vereecken, avec le quart de l'organisation belge, est éliminé du Centre International, avec l'aide de Rudolf Klément qui disparaît, huit jours après sa serviette, de façon plus que trouble.

Nous répétons ce que nous disions au début de cet article : les provocations du Guépéou sont inévitables, probablement jamais sous des formes simples. Mais pour lui résister, il faut changer le système d'organisation officielle, nous avions le pressentiment que l'ennemi avait, au cours de la crise qui entraîna la rupture et ultérieurement, jeté de l'huile sur le feu. Nous mettons en garde contre des méthodes démoralisantes les partisans de la IV^e Internationale, uniquement susceptibles de servir l'ennemi, en premier lieu Staline. Après la disparition de Klément qui a aussi ébranlé plus d'un « B.-L. officiel », nous demandons : va-t-on continuer ? faut-il encore d'autres histoires plus tragiques pour voir clair ? Comprendra-t-on que ce n'est pas le procureur de la République française qui déjouera les provocations du Guépéou, mais un régime d'organisation sain ?

LE CONGRES DE NANTES

La position des instituteurs communistes-internationalistes

Au moment où se tient le Congrès du Syndicat National des Instituteurs, il importe, comme suite aux articles que « La Commune » a déjà publiés sur cette question, d'examiner rapidement la position des majoritaires et des minoritaires et de fixer celle de notre Parti Communiste Internationaliste.

Tout d'abord, indiquons que le Congrès de Nantes (ces lignes sont écrites avant le début du Congrès) doit marquer pour l'opposition un sérieux pas en avant. Cette année, ceux qui s'opposent au réformisme des dirigeants ont conquis la majorité dans plusieurs sections syndicales nouvelles. Chaque jour deviennent plus nombreux les camarades qui comprennent qu'il est grand temps de s'opposer vigoureusement à la politique de capitulation des Delmas, Jacquemard, Giron et Cie. Et les résultats de Nantes ne peuvent qu'être encourageants pour ceux qui s'opposent à l'union sacrée et doivent nous engager à continuer notre lutte plus ardemment encore qu'autrefois.

Le syndicalisme de capitulation

Nous avons déjà indiqué les raisons qui font qu'aucun révolutionnaire ne pourrait accorder sa voix au Rapport moral du Bureau. Sur tous les plans, on ne peut, en effet, qu'enregistrer l'inactivité des dirigeants du S.N. qui, surtout préoccupés de ne créer aucune difficulté aux bonezes de la C.G.T. et au Rassemblement populaire, ont constamment méconnu les intérêts des syndiqués.

Qu'il s'agisse de l'action revendicative, sur le plan de laquelle on ne peut présenter qu'une « victoire » : l'obtention de la classe exceptionnelle qui n'aboutit, en fait, qu'à creuser plus profondément le fossé qui existe entre les traitements de début et de fin de carrière, qu'il s'agisse de la lutte contre l'emprise cléricale, qu'il s'agisse de la situation de nos camarades coloniaux, partout la politique des dirigeants a conduit à l'échec.

Cette année, pas plus que les précédentes, la démocratie syndicale n'a joué au S.N. La censure est maintenue à « L'Ecole Libératrice » et les syndiqués ne sont toujours informés que d'une façon fragmentaire.

Il y a plus. Méconnaissant les décisions des Congrès de Lille et de Paris, les représentants du S.N. se sont, au Congrès de la Fédération Générale des Fonctionnaires, prononcés pour une politique d'armement et de « sécurité », préparant ainsi la voie à l'union sacrée de demain.

Malgré leurs protestations et leurs phrases « gauches », les bureaucrates du Syndicat National, en bons réformistes qu'ils sont, ont constamment été à la remorque des bonezes de la C.G.T. et des partis d'union sacrée. La majorité ne peut présenter à Nantes qu'un bilan de faillite et les syndiqués doivent lutter pour chasser de la direction ceux qui les ont si mal dirigés et si mal défendus.

Les Staliniens

Les staliniens n'ont, au sein du S.N., qu'une influence très faible puisque, déjà, avant la fusion entre unitaires et confédérés, ils ne constituaient, à l'intérieur de la Fédération Unitaire de l'Enseignement, qu'une minorité à peu près négligeable. Cependant, dans la mesure où ils existent, ils apportent leur appui à la majorité réformiste dont ils ne sont séparés par aucune divergence sérieuse.

Ils sont, en effet, tout acquis à la politique de collaboration et à l'union sacrée. Malgré quelques hurlements démagogiques au sujet des traitements en Juin, ils n'ont jamais songé sérieusement à lutter contre la passivité du Bureau. Il n'y a guère qu'un point sur lequel ils entendent se délimiter. Fidèles, en effet, à la politique de « la main tendue », ils sont obligés de se prononcer pour ce que Thorez appelle « le libre choix de l'enseignement » et, à ce titre, se montrent les adversaires résolus des déclarations purement verbales de Rollo et autres contre l'Eglise et l'enseignement confessionnel. Ils sont donc encore plus capitulards que la direction actuelle,

« L'Ecole Emancipée »

C'est autour de « L'Ecole Emancipée », qui fut l'organe de la F.U.E. et qui a, fort heureusement, survécu à l'unification, que se rassemblent les oppositionnels du Syndicat National.

Grâce aux efforts et au dévouement des camarades de l'ancienne majorité de la Fédération unitaire, c'est au sein du S.N. qu'on trouve l'opposition la plus sérieuse, la plus homogène, la plus solide au point de vue politique.

Les instituteurs communistes-internationalistes qui, partout, travaillent en commun avec les camarades de « L'Ecole Emancipée » se plaisent à reconnaître que celle-ci est largement ouverte à toutes les tendances. Et c'est parce que, les uns et les autres, nous n'avons jamais songé à masquer nos divergences que le travail en commun est possible et donne, au surplus, d'excellents résultats.

Une fois de plus, aujourd'hui, nos camarades de « L'E. E. » ne s'étonneront pas que nous indiquions fraternellement nos points de désaccord avec la motion que, dans « L'Ecole Emancipée » du 12 juin publiait Valière, en vue du Congrès.

Sans doute, cette motion constate la faillite du Front Populaire, la faillite des directions syndicales et, en ce qui concerne la guerre, elle marque un progrès sur la position souvent défendue par « L'E. E. » puisqu'elle affirme fort nettement que l'ennemi est dans notre propre pays, ce qui suppose l'adhésion au défaitisme révolutionnaire que nous n'avons cessé de préconiser dans « La Commune ».

Mais nous regrettons, pour notre part, que Valière, après avoir fort justement opposé le syndicalisme de lutte de classe et d'action directe au syndicalisme de collaboration, tente de définir un « syndicalisme de construction » ? Il préparerait, nous dit Valière, « sous les auspices d'un Conseil Economique Confédéral... les plans et modalités de socialisation qui s'imposent d'urgence et devraient être portés devant l'opinion au cours d'une vaste campagne préparant la réunion des Etats Généraux du Travail et de la Transformation sociale ».

Qu'est-ce que cela signifie, en clair ? Nous ne pensons pas un instant que, malgré la confusion du texte, cela signifie le moins du monde l'adhésion de Valière au réformisme. Mais il doit comprendre, et avec lui tous les copains de « L'Ecole Emancipée », le danger de telles formules. Un plan ? Mais, déjà, la C.G.T. en a un qui lui a servi d'alibi en maintes circonstances. Et, par ces quelques lignes, quels arguments ne donne-t-on pas aux réformistes qui affirment chaque jour que la « transformation sociale » peut s'opérer sans Révolution ?

En fait, Valière esquivait le problème du pouvoir. Sans doute, nous-mêmes, depuis plusieurs mois déjà, nous réclamons la préparation d'un Congrès des Entreprises mais ce Congrès ne peut pas être préparé et convoqué par la C.G.T. mais bien par des comités, des soviets constitués sur le lieu du travail, notamment dans les entreprises industrielles et groupant même les éléments inorganisés de l'usine ou du village. Mais nous continuons à affirmer, après Lénine, que le syndicat ne peut suffire et qu'il n'y a pas de transformation sociale sans parti révolutionnaire.

Indépendance du syndicalisme

ou parti révolutionnaire ?

Et là, nous atteignons la divergence la plus sérieuse qui nous sépare de Valière. En effet, celui-ci, dans sa motion, regrette que les organisations syndicales aient « aliéné leur indépendance au profit des partis politiques ».

Cette petite phrase introduit « l'indépendance du syndicalisme » que nous n'avons cessé de dénoncer. S'il s'agissait seulement de l'indépendance organique du syndicat vis-à-vis du parti et du refus des alliances électorales du genre de celles qui liaient, au cours de la « troisième période » le P.C. à la C.G.T.U., il n'est pas un bolchevik-léniniste qui ne serait d'accord avec Valière. Mais il s'agit de l'affirmation de l'insuffisance des « politiciens », il s'agit de la reprise de la vieille formule « Pas de politique dans les syndicats » et aussi de la formule anarcho-syndicaliste : « Tout le pouvoir au syndicat ».

Une telle politique a fait ses preuves et, aujourd'hui comme hier, nous la condamnons absolument. La C.G.T. d'avant-guerre était indépendante des partis politiques. Cependant, qu'ont fait ses dirigeants en 1914 ? Belin et Jouhaux sont, eux aussi, pour « l'indépendance du syndicalisme ». Cependant, qui songerait à dire que ce sont des révolutionnaires ?

Et, plus récemment, l'Espagne ne nous a-t-elle pas fourni l'exemple que les syndicats les plus fiers de cette fameuse indépendance ne peuvent conduire le prolétariat à la victoire ? Sous prétexte d'apolitisme, les dirigeants de la C.N.T. ont collaboré dès le début aux gouvernements bourgeois. Ils se sont montrés incapables de résoudre

LE COIN DU PROLO

CORRESPONDANCE OUVRIERE

La place réduite nous oblige à réduire les informations que nous ont envoyés nos correspondants. Ils nous excuseront de les résumer, afin de ne pas être contraints de remettre la publication à de prochains numéros.

Citroën-Epinettes

Les staliniens sont maintenant dressés contre un ouvrier, H. Y..., ancien membre du P.C., qui a compris pendant la dernière grève où l'on menait les travailleurs. Les staliniens veulent se livrer à des violences contre lui. Le camarade H. Y... dénonce les provocations contre lui. Les militants du P.C.I. le soutiendront pour assurer la démocratie dans la classe ouvrière.

Chômeurs de Clichy

Dans cette municipalité où socialistes et staliniens se combattent sordidement, les chômeurs dont les enfants ont été envoyés à la colonie de vacances ont reçu l'ordre de donner une procuration au trésorier de la Caisse des écoles pour que celui-ci touche l'allocation de leurs enfants pendant les vacances !

Protestations. Le Comité des chômeurs ne bouge pas. Des chômeurs demandent une salle municipale. Refus. Une réunion aura lieu quand même. Les chômeurs organiseront la résistance. Les ouvriers qui peuvent encore être exploités par le patronat les soutiendront contre une municipalité qui abuse du nom de prolétarienne.

Un groupe de chômeurs qui ne veut pas se laisser voler.

Dans les P.T.T.

Deux articles doivent être remis au prochain numéro.

les yeux s'ouvrent

Les délégués des grands magasins se sont réunis le 25 juillet. Le Secrétaire du syndicat indiqué que les patrons voulaient revenir à la semaine anglaise le lundi matin, après avoir procédé, par la fermeture deux jours consécutifs, à des licenciements nouveaux.

La plupart des délégués qui intervinrent dans la discussion repoussèrent la proposition du secrétaire Gazier de marchander avec le patronat. De vieux syndiqués défenseurs jusqu'à ce jour de l'orientation suivie affirmèrent préférer « mourir en beauté plutôt que de trahir les camarades ».

La proposition de Gazier fut repoussée à l'unanimité moins une vingtaine de voix. Pour ne pas subir un second échec, il n'osa pas s'opposer à la résolution suivante qui fut adoptée à l'unanimité moins deux voix :

Les délégués des grands magasins, réunis par la Chambre Syndicale le 25 juillet 1938, après avoir pris connaissance des manœuvres patronales en cours, rejettent les propositions qu'elles comportent qui constituent une atteinte grave aux avantages acquis depuis juin 1936.

Ils affirment la nécessité de résister à l'offensive patronale par la préparation effective de la grève générale de tous les travailleurs, avec occupation et sa préparation par une large campagne dans les journaux ouvriers, affiches et réunions.

Cette action étant la seule capable d'enrayer l'attaque patronale et d'imposer le contrôle de l'embauchage et du licenciement ainsi que le maintien des 40 heures.

La minorité révolutionnaire se renforce chez les employés. La prochaine bataille ne la surprendra pas à l'improviste.

La grève des métaux de Marseille

Le mouvement se termine par une défaite plus grave que ne laissait prévoir la sentence Chaillé déjà défavorable.

Aux Forges et Chantiers, trois techniciens sur le pavé. Chez Coder, lock-out patronal qui veut la tête de dix techniciens (par « conciliation » ce nombre peut être réduit à six). Volonté de résistance chez les ouvriers. Volonté de terminer coûte que coûte, même en laissant des victimes, chez les bonezes syndicaux. Croizat, descendu tout exprès de Paris : pas de mouvements dans les usines affectant la défense nationale.

Nous reviendrons sur les leçons à tirer. Ce qui importe : fortifier l'opposition syndicale révolutionnaire, qui, si elle avait été assez forte, aurait permis de faire connaître à tous les travailleurs la résolution Tissot connue et approuvée des techniciens seulement.

Le P.C.I. aidera les métallos marseillais à préparer leur revanche.

le problème du pouvoir, et, en fait, ils ont fait le jeu des staliniens.

De même, en France, il est faux d'affirmer que la dégénérescence de la C.G.T. et du mouvement ouvrier tient aux méfaits de la politique. Elle est seulement le résultat du « socialisme dans un seul pays », du recul du mouvement ouvrier dans le monde entier et de la fausse politique de l'Internationale Communiste sous la direction de Staline.

En France, comme en Espagne et dans le monde entier, il n'est pas de victoire possible sans un parti révolutionnaire

Sans doute, la place de tout instituteur resté fidèle au marxisme-léninisme est dans l'opposition du Syndicat National. Mais elle est aussi dans les rangs des bolcheviks-léninistes qui luttent contre le courant pour créer le nouveau parti révolutionnaire en France et la nouvelle Internationale dans le monde.